

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
5, avenue Buffon - CS 96407
CEDEX 2
45064 Orléans

Orléans, le 12/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



ALKERN Sud

St Marin - St Marcel
36200 ARGENTON SUR CREUSE

Références : VAT20220282

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2022 dans l'établissement ALKERN Sud implanté St Marin - St Marcel 36200 ARGENTON SUR CREUSE. L'inspection a été annoncée le 11/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALKERN Sud
- St Marin - St Marcel 36200 ARGENTON SUR CREUSE
- Code AIOT dans GUN : 0010006998
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La Société ALKERN SUD est une installation de fabrication de produits en béton : briquettes et gobelets en béton utilisés dans le secteur des travaux publics.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les rejets aqueux ;
- la prévention du risque incendie ;
- les rejets atmosphériques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC3* de la visite du 10/06/2021	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 4.3.12	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Eaux souterraines – résultats	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 9.3.5	/	Sans objet
Complétude du dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 11/05/2022, article R515-72	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
D 1 de la visite du 10/06/2021	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 9.2.1.1	/	Sans objet
Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 4.3.5	/	Sans objet
Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 7.3.1	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie – accès pompiers	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 7.2.3	/	Sans objet
Eaux souterraines – analyses	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 9.2.3.1	/	Sans objet
Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 3.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : NC3* de la visite du 10/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 4.3.12
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux – eaux pluviales
Prescription contrôlée : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 [tableau non reproduit]
Constats : La NC3* de la visite précédente (dépassements en MES et DCO) est levée. Le respect de la VLE (valeur limite d'émission) en ammoniac ne peut pas être vérifié. (quantification de la mesure indiquée par le laboratoire > VLE prescrite).
Observations : Des dépassements récurrents avaient été observés les années précédentes notamment en MES et DCO. L'exploitant a mis en place un plan d'action pour déterminer la cause de ces dépassements et améliorer le traitement des eaux pluviales de ruissellement du site. - L'exploitant a identifié que des eaux pluviales de toiture (eaux non polluées) lessivaient le sol et emportaient des poussières fines vers la lagune et avaient pour conséquence une saturation du débourbeur. En fin d'année 2021, l'exploitant a réalisé un aménagement de l'infiltration des eaux de toitures par rapport aux gouttières pour augmenter la capacité de récupération des eaux de toitures (création d'un fossé recouvert de béton hydrocyl = béton poreux absorbant l'eau à 60%) ce qui a permis une réduction du volume d'eau permettant au débourbeur de ne pas être saturé. - L'exploitant a également augmenté la fréquence de nettoyage des débourbeurs qui est désormais réalisée 2 fois par an. - L'exploitant a augmenté la fréquence de nettoyage du parc par une balayeuse, qui est réalisé de façon mensuel depuis 2020 . - L'exploitant envisage également un nettoyage par arrosage d'une zone identifiée empoussiérée par le passage des camions. L'arrosage serait réalisé par 3 asperseurs qui prélèveront l'eau de la lagune par le biais d'une pompe. L'eau resterait en circuit fermé. Lors de la visite 2022, un seul asperseur (en test) était en fonctionnement. L'inspection a indiqué à l'exploitant qu'il serait judicieux de veiller à adapter la fréquence de nettoyage du débourbeur si nécessaire suite à la mise en place du système d'arrosage du sol du site, afin d'en éviter la saturation. - L'exploitant recherche également des solutions pour réduire les émissions de poussières à la source en travaillant sur le process de fabrication des produits : adaptation de la formule de fabrication de la brique, remplacement de moules et planches pour limiter l'effritement des briques et limiter la production de fines particules. Vu le rapport de mesures organisme : IANESCO date de prélèvement : 08/03/2022 Résultats en VLE en concentration conforme en DCO, MES, DBO5, hydrocarbures. La concentration indiquée en ammoniac <0,6mg/L ne permet pas de conclure sur la VLE en NH4<0,1mg/L.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : D 1 de la visite du 10/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques – retombées de poussières
Prescription contrôlée : Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement L'exploitant doit assurer une surveillance des retombées de poussières. #Paramètre Poussières #Fréquence Bi-annuelle Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Les dernières mesures ont été réalisées en novembre 2020 (le rapport de mesures n'a pas été analysé lors de l'inspection 2022, cf inspection 2021). L'exploitant a déclaré que les prochaines mesures sont prévues en octobre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux – eaux de toiture
Prescription contrôlée : #Point de rejet interne à l'établissement Au droit des gouttières #Nature des effluents Eaux pluviales de toitures non polluées #Exutoire du rejet Infiltration dans le sol
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant a procédé à un réaménagement du sol pour améliorer l'infiltration des eaux pluviales de toitures au niveau des bâtiments de fabrication des briquettes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : Bâtiments et locaux Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie [...]
Constats : Absence d'équipement de détection incendie dans les bâtiments et locaux.
Observations : Le site ne possède pas de détection incendie dans les bâtiments, ni de report d'alarme. Absence de détecteur de fumée dans les bâtiments. L'exploitant déclare que la détection d'un incendie est faite par la présence du personnel au sein des bâtiments en période de fonctionnement (durant la semaine). L'exploitant précise que le week-end et la nuit, en l'absence du personnel, les énergies sont coupées. L'exploitant précise également réaliser des permis de feu (les permis de feu n'ont pas été analysés lors de la visite). L'exploitant ajoute que des exercices réguliers du personnel ont lieu : formation du personnel, exercice de manipulation des extincteurs le 15/06/2020, exercice de simulation d'alerte incendie le 13/08/2021. L'exploitant possède des cornes de brume pour alerter le personnel. Cependant, le jour de la visite le process ne fonctionnait pas lors de la visite sur le terrain, il n'a pas pu être vérifié que l'alerte sonore est entendue par les employés lors du fonctionnement des machines.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – accès pompiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, accès SDIS
Prescription contrôlée : circulation dans l'établissement [...] Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. [...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le jour de la visite, les voies d'accès à la réserve incendie étaient dégagées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux souterraines – analyses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines – analyses
Prescription contrôlée : La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir des 3 piézomètres suivants : PZ1 (amont), PZ2 (aval) et PZ3 (aval). [Tableau non reproduit] [...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant a présenté un rapport d'analyse des eaux souterraines de l'organisme IANESCO. Les prélèvements ont été effectués en mars 2022 et les paramètres listés dans l'arrêté préfectoral ont été analysés pour les piézomètres PZ1 et PZ3. Le rapport mentionne l'absence d'eau en PZ2 et donc l'absence d'analyses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux souterraines – résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 9.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines – interprétation des résultats
Prescription contrôlée : Transmission des résultats relatifs à la surveillance des eaux souterraines Les résultats des mesures réalisées en application du CHAPITRE 9.2 du présent arrêté sont transmis [...] avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : Les résultats d'analyse présentés ne comportent pas de commentaires.
Observations : Pas d'analyse en PZ2 (aval) car absence d'eau. Le rapport des résultats d'analyse présenté ne comporte pas de commentaire sur les résultats. L'exploitant a indiqué oralement que les résultats montrent des valeurs mesurées similaires en amont et en aval (légère variation pour l'indice phénol : <0.05mg/L en amont et <0.01mg/L en aval). Il serait judicieux de commenter les résultats transmis même dans le cas où aucune pollution ne semble être générée par l'établissement. L'exploitant pourrait utilement réaliser un bilan sur plusieurs années des mesures réalisées dans les eaux souterraines.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Captation des émissions
Prescription contrôlée : Conditions de rejet [...] Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le dossier de réexamen IED mentionne la présence d'extracteurs d'air sur site au niveau du bâtiment de stockage des briquettes en cours de séchage. Sur site, il a été constaté la présence d'une ventilation forcée mais ne présentant pas de conduit d'évacuation. Ces extracteurs d'air s'apparentent à des rejets diffus. (taille du ventilateur : environ 1m*1m pour une profondeur d'environ 20cm). Selon la définition du guide du PGS de l'INERIS, ces rejets ne sont pas considérés comme canalisés. (la définition indiquée dans le guide est un rejet canalisé est un rejet dans un conduit dont le diamètre < longueur). L'ERS mise à jour doit prendre en compte des mesures effectuées à la sortie de ces ventilateurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Complétude du dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/05/2022, article R515-72
Thème(s) : Risques chroniques, ERS
Prescription contrôlée : Le dossier de réexamen comporte : [...] 3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.
Constats : Absence de remise de l'étude des risques sanitaires mise à jour.
Observations : La mise à jour de l'étude des risques sanitaires a été demandée par un complément daté du 08/02/2021. L'exploitant a répondu par courrier du 28/01/2022 que l'étude est en cours de réalisation. L'exploitant pourrait utilement se rapprocher du bureau d'étude pour - justifier du besoin ou non de réaliser des mesures au niveau des habitations situées au sud-ouest du site, et préciser la comparaison des mesures théoriques et des mesures déjà réalisées dans l'environnement ; - indiquer des résultats comparables aux résultats de mesure de retombées de poussières dans l'environnement (résultats exprimés dans une même unité) Des précisions sur la mise en œuvre d'indicateurs de performances clés avait également été demandées par le courrier du 08/02/2021. L'exploitant a indiqué que l'audit énergétique est en cours, que le remplacement des éclairages est mis en place progressivement. Le jour de la visite, l'exploitant a présenté le suivi de la consommation électrique réalisé à fréquence mensuelle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet